

Les subsides

Les partis d'opposition ont soutiré 56 milliards de dollars de l'Alberta quand le Programme énergétique national était en vigueur et ils se plaignent aujourd'hui que le gouvernement de cette province ne gère pas l'assurance-maladie comme il le devrait. S'ils avaient laissé ces 56 milliards de dollars sur place, le gouvernement de l'Alberta pourvoierait certainement aux besoins de l'assurance-maladie.

Ils disent que nous n'aidons pas assez l'agriculture. Je le répète, si le NPD et les libéraux avaient laissé dans l'économie les 56 milliards de dollars qu'ils ont pris, on pourrait faire beaucoup plus de choses.

Je vois que mon temps est écoulé, monsieur le Président. J'aurais bien d'autres choses à dire sur le Nouveau parti démocratique et ce que nous avons fait pour l'Ouest. Je m'arrête pour le moment, mais je reparlerai aux Canadiens.

Des voix: Bravo!

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Yorkton—Melville (M. Nystrom) pour une question ou un commentaire.

M. Nystrom: Monsieur le Président, les observations de mon collègue de Crowfoot ne sont pas tendres. Il me semble bien dur à l'égard de ses concitoyens de l'Alberta qui se tournent par centaines vers le parti néo-démocrate. Ils ont vu que le parti progressiste conservateur du Canada avait bradé l'Ouest. Ils ont constaté que le gouvernement n'était pas très honnête à l'égard de l'ouest du Canada. Ils ont vu, en effet, qu'il était prêt à tout pour récompenser ses amis du centre du pays, grâce au favoritisme et au copinage. Les Canadiens de l'Ouest en ont assez.

● (1630)

Le meilleur exemple est l'élection de nombreux députés néo-démocrates à Edmonton lors des dernières élections provinciales. Seize ont été élus en Alberta, la plupart à Edmonton. On pourrait encore évoquer l'élection partielle de Pembina, que les conservateurs fédéraux ont gagnée de justesse. Une majorité de quelque 30 000 voix a été réduite à environ 200. Voilà pourquoi les Albertains ordinaires se tournent de plus en plus vers le parti du peuple. Ils délaissent le parti de l'argent, celui des conservateurs du centre du Canada, et votent pour un parti populaire, le Nouveau parti démocratique fédéral. Les conservateurs ont une peur bleue du NPD.

Il nous a fallu présenter cette motion aujourd'hui à cause de l'inaction des 21 députés conservateurs de l'Alberta, qu'on appelle les 21 silencieux. En fait, j'ai reçu à mon bureau des appels pour que nous soulevions la question, mes interlocuteurs étant persuadés que les 21 ne bougeraient pas.

Le député est un bon ami et une personne de valeur. Il se vante d'avoir plein de sources et de contacts. Je vais donc lui poser une question toute simple: quels seront les effets de la diversification économique de l'Ouest sur les Albertains ordinaires?

Un conservateur très compétent, le député d'Edmonton—Strathcona (M. Kilgour), a reproché à son parti de ne rien faire pour l'ouest du Canada. Il a eu le courage d'agir selon ses convictions. C'est pourquoi ses électeurs d'Edmonton l'ont appuyé aussi farouchement. Il constitue pour eux l'exception

qui confirme la règle du silence. Il a dénoncé son parti entre autres parce qu'il ne s'était pas occupé de diversifier l'économie de cette région.

A quoi servira le programme de diversification de l'économie de l'Ouest pour l'Albertain moyen? Le député n'est peut-être pas trop au courant. J'ai, pour ma part, bien des documents gouvernementaux—que j'obtiens tout le temps grâce à des fuites—sur ce programme. Un peu plus tard, je révélerai une partie de leur contenu. Étant donné que la réponse ne se trouve pas dans les documents que j'ai en ma possession, je veux donc savoir comment ce programme de diversification de l'économie de l'Ouest se traduira pour l'Albertain moyen.

M. Malone: Monsieur le Président, je trouve amusant qu'un député prétende qu'il a réussi à obtenir toutes sortes de documents, mais qu'il juge bon de poser des questions au sujet du fond de ces documents.

Il a commencé par dire dans son introduction que nous n'avions rien fait pour l'ouest du pays. Le député de Yorkton—Melville (M. Nystrom) a beaucoup d'affinité avec les syndicats de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba. Je voudrais vous faire lecture d'un passage du budget du syndicat du blé de l'Alberta. Voici:

On ne peut nier que les agriculteurs canadiens reçoivent du gouvernement plus d'aide que jamais. L'année dernière, les producteurs albertains ont touché 470 millions de dollars au titre de trois programmes importants d'aide. En 1986, au total, près de 17 p. 100 de toutes les rentrées agricoles provenaient de programmes gouvernementaux d'aide . . .

Cette chute énorme des revenus aurait entraîné l'effondrement total de l'agriculture de l'ouest du pays, sans l'aide du gouvernement.

Voyons les sommes énormes que nous avons versées. Il faut se rappeler que les gens prodigues qui nous ont précédés nous ont laissé une gabegie telle qu'un tiers de nos recettes fiscales servent à payer l'intérêt sur la dette accumulée. Le député prétend que nous n'avons absolument rien fait, ce qui nous montre bien le vrai visage du NPD, qui se contente d'affirmations sans fondement.

La vérité—et c'est là la statistique que je cherchais tout à l'heure—c'est qu'au total, le revenu agricole net a augmenté de 176 p. 100 en 1986 par rapport à 1985. C'est le secteur céréalier qui en difficulté.

Le député nous demande ce que nous allons faire. Le fait est que nous devons prévoir une aide, afin de soutenir le secteur agricole en attendant que les problèmes fondamentaux soient résolus. Les libéraux sont en partie responsables de la situation actuelle. Tout a commencé lors du Tokyo Round de 1972, lorsqu'on n'a pas mis l'accent sur l'agriculture. Les choses ont changé en 1985 grâce à l'actuel premier ministre (M. Mulroney) qui s'est assuré que l'agriculture soit l'un des principaux points à l'ordre du jour du Sommet de Tokyo.

Par la suite, le très honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) a fait en sorte, à Punta del Este, en Uruguay, que l'agriculture soit l'une des principales questions abordées lors de la réunion de Genève du GATT.

Le député de Yorkton—Melville sait fort bien qu'encore cette semaine, les pays de l'OCDE ont déclaré que les Canadiens avaient raison. Ils révisent leurs positions et font marche arrière en matière de subventions.